

Communiqué de presse

Zurich, le mardi 21 avril 2015

Moniteur des risques liés à l'exportation 2015

Les entreprises suisses minimisent leurs risques en diversifiant les destinations d'exportation tout en privilégiant les Etats-Unis, la Chine et les Etats du Golfe

Un sondage mené par la Haute école spécialisée bernoise et Euler Hermes auprès de 357 entreprises suisses d'exportation

Environ 400 entreprises suisses dont les deux tiers affichant une part des exportations de plus de 30% ont révélé les risques actuels et futurs qui les concernaient ainsi la manière dont elles y font face. L'enquête a analysé tous les risques liés à l'exportation.

Les entreprises suisses d'exportation sont fortement affectées par les risques liés à l'exportation :

- 56% des entreprises interrogées indiquent avoir perdu des mandats à cause de la situation monétaire actuelle
- un quart des entreprises participantes ont révélé avoir des clients à l'étranger qui n'ont pas réglé des factures
- 10% des entreprises étaient même confrontées à des problèmes de liquidités en raison de mandants étrangers non payés

Ludovic Subran, économiste en chef du groupe Euler Hermes, se prononce sur la force actuelle du franc: «Les coûts peuvent être réduits à court terme afin d'amortir les conséquences du franc fort. Nous le constatons aujourd'hui déjà. Cependant, cela ne suffira pas sur le long terme. Il convient plutôt d'opter pour une diversification plus prononcée, tant au niveau des produits que des régions cibles. Par rapport au franc suisse, le dollar n'a pratiquement pas perdu de valeur. Cela incite à exporter vers des régions dans lesquelles on paie en dollar ou les monnaies locales sont liées au dollar, comme en Asie du Sud-Est ou dans les pays arabes.»

Les entreprises d'exportation doivent faire face à trois risques principaux

L'étude réalisée par la Haute école spécialisée bernoise et Euler Hermes démontre que le **risque conjoncturel** ainsi que le **risque monétaire** et le **risque du ducroire** représentaient notamment les trois risques principaux pour les entreprises suisses d'exportation. Fait surprenant: les entreprises estiment que le risque conjoncturel et le risque monétaire constituent une menace semblable.

En général, 80% des entreprises environ considèrent que les risques n'évalueront pas dans un proche avenir, voire qu'ils augmenteront encore. Dans ce contexte, il surprend qu'un grand nombre d'entreprises ne prennent pas de mesures en ce qui concerne les risques individuels appréciés comme élevés comme par ex. le risque conjoncturel.

Parmi les entreprises suisses d'exportation 87% étaient moyennement à fortement concernées par le **risque monétaire**. Les entreprises suisses sont cependant sensibilisées à ce risque et étonnamment bien préparées :

- environ 50% des entreprises augmentent les achats à l'étranger et réduisent les coûts en

Suisse

- 29% indiquent exécuter des garanties sur des opérations à terme sur devises et
- un taux remarquablement élevé de 32% indiquent pouvoir établir leurs factures à l'étranger en francs suisses
- 24% déclarent même de pouvoir augmenter les prix à l'étranger en cas d'appréciation du franc suisse
- seuls 5% des entreprises interrogées ne prennent pas de mesures

«Ces entreprises ont fait leurs devoirs et disposent d'un avantage concurrentiel leur permettant de reporter partiellement les frais liés au franc fort sur leurs clients à l'étranger», explique Paul Ammann, responsable de l'étude à la Haute école spécialisée bernoise.

Il est passionnant de constater que 88% des entreprises ont été concernées fortement ou moyennement par le **risque conjoncturel** par le passé et que 83% des entreprises prévoient même que le risque conjoncturel va augmenter ou rester identique. Néanmoins, 23% des entreprises n'adoptent aucune mesure pour y remédier. Pratiquement la moitié de toutes les entreprises sondées essaient de minimiser le risque par la diversification, c'est-à-dire par une présence dans les plus importantes destinations d'exportation. D'autres entreprises adaptent à temps leurs ressources dans les pays correspondants ou se retirent du pays en question en cas de problèmes liés à la conjoncture.

«Connaître les risques liés aux pays et aux secteurs peut être décisif pour la réussite des affaires», Stefan Ruf, CEO d'Euler Hermes Suisse en est persuadé. «Il vaut la peine d'externaliser vers un partenaire tiers spécialisé. Euler Hermes analyse continuellement les risques liés aux pays et aux secteurs et met les informations à la disposition de ses clients», affirme Ruf.

55% des entreprises ont été fortement ou moyennement concernées par le **risque du ducroire** (incapacité ou non volonté de paiement du client). Un quart des entreprises participantes ont révélé avoir des clients à l'étranger qui n'ont pas réglé des factures et avoir été même confrontées à des problèmes de liquidités en raison de mandants étrangers non payés. Les entreprises essaient de minimiser le risque par des arrhes, des acomptes et des contrôles de la solvabilité. En comparaison, les garanties, les assurances-crédits et le recouvrement par une entreprise tierce ne sont que très rarement appliqués.

Prévision: transfert des marchés cibles pour les exportations

Il est également intéressant de voir la manière dont les entreprises suisses évaluent le **développement des marchés d'exportation**. Les entreprises partent du principe que les exportations vers les Etats-Unis, la Chine et les Etats du Golfe augmenteront.

«C'est la bonne stratégie à prendre pour répartir les risques,» Paul Ammann de la Haute école spécialisée bernoise en est convaincu. «Cela permet de compenser d'au moins partiellement les exportations vers l'UE qui sont en baisse», affirme Stefan Ruf d'Euler Hermes.

D'un autre côté, les entreprises suisses d'exportation s'attendent à un recul des exportations dans la zone UE.

Ludovic Subran est persuadé: «Même si de nombreuses entreprises suisses d'exportation attendent des baisses pour leurs grandes destinations européennes comme l'Allemagne et la France, il sera difficile de pénétrer sur de nouveaux marchés. Pour ce faire, il faut tout reconstruire de zéro, la structure de distribution ou les partenaires locaux sur place. Cela nécessite une stratégie sur le long terme qui prendra beaucoup de temps, mais qui sera indispensable en fin de compte.»

Environnement économique Suisse pour les entreprises suisses d'exportation et prévision

En vue des risques de crédit grandissants et de la croissance économique affichant une baisse globale d'un pour cent cette année, le nombre d'insolvabilités a pour la première fois nettement augmenté depuis la crise financière. Pour cette année, Euler Hermes s'attend à 4450 faillites d'entreprises, ce qui représente une hausse de 5 pour cent par rapport à 2014. Ce chiffre devrait

encore légèrement augmenté pour 2016. A la fin 2016, les exportations pourraient pour la première fois contribuer positivement à la croissance.

«La question qui reste ouverte est celle des investissements privés et publics qui n'ont pratiquement pas évolué au cours de ces dernières années: comment augmenter les investissements alors que la demande venant d'Europe est faible,» constate Subran. «Les entreprises suisses doivent trouver davantage de partenaires dans les pays européens pour leurs achats, car il est aujourd'hui avantageux d'y faire ses achats. D'autre part, les investissements sont nécessaires pour justifier les prix plus élevés des produits Swissmade. En plus des produits classiques, il faut des prestations de services correspondantes. Le client à l'étranger devrait percevoir la même prestation que celui résidant en Suisse. Je suis persuadé que les entreprises suisses savent aujourd'hui déjà à quoi il faut prêter attention et qu'elles trouveront une solution,» affirme Subran.

Mesures de couverture et canaux d'information

L'enquête avait également comme objectif d'identifier les événements susceptibles d'inciter les entreprises à prendre plus de mesures de couverture pour prévenir les risques. Dans ce contexte, on constate que ce sont le plus fréquemment un **recul de la marge** ou **des pertes sur débiteurs à l'étranger** qui incitent les entreprises à agir de manière préventive et de couvrir les risques futurs.

Dans le cadre de l'enquête, il a également été analysé comment les entreprises suisses d'exportation s'informaient dans le flux d'informations actuel. Il est intéressant de constater que les **partenaires de distribution dans les pays d'exportation** et les **sources internes** sont les plus fréquemment cités comme sources d'informations des entreprises. Les **médias & sites Internet** sont les canaux d'information les plus souvent utilisés pour couvrir les risques liés à l'exportation.

«On n'a que rarement recours aux partenaires tiers spécialisés présents sur place dans les pays d'exportation. Ainsi, les entreprises sous-estiment le risque de prendre de mauvaises stratégies et mesures suite à un manque d'informations ou à des informations erronées. Des connaissances approfondies sur les pays et les secteurs ainsi que des connaissances sur le recouvrement local valent de l'or pour les entreprises exportatrices,» explique Stefan Ruf.

Le contrôle régulier des mesures de couverture au niveau de la direction est décisif

En ce qui concerne les mesures de couverture, on remarquera que celle la plus fréquemment citée présuppose l'accord du client à l'étranger: ainsi, des mesures telles que «paiement anticipé» (35%), «établissement de la facture en francs suisses» (28%) et «acomptes» ne peuvent être prises qu'en consultation avec le client.

«Sur le long terme il est important que les entreprises suisses d'exportation reconsidèrent l'application de telles mesures: il est très probable que les clients ne seront plus prêts à effectuer un paiement anticipé dans quelques années étant donné que de nouveaux concurrents feront leur apparence dans de nombreux domaines avec des produits d'une qualité similaire, par ex. les fabricants chinois de machines,» affirme Ammann.

«L'application de mesures ne requérant pas l'accord du client, c'est-à-dire une couverture du risque adaptée aux clients, peut s'avérer être un avantage concurrentiel décisif,» ajoute Ruf.

«Pour de nombreux risques estimés comme importants, un nombre étonnamment élevé d'entreprises ont répondu n'adopter aucune mesure de couverture. Il est important que les entreprises suisses positionnent la gestion des risques au niveau stratégique, qu'elles réagissent de manière proactive aux risques et qu'elles vérifient régulièrement l'évaluation des risques et l'application des mesures de couverture au niveau de la direction de l'entreprise,» conclut Ammann.

Indications concernant l'enquête

C'est la première fois que tous les risques liés à l'exportation ont été analysés dans le détail en Suisse et que les entreprises ont été interrogées quant aux mesures de couverture. L'accent n'était pas uniquement mis sur le risque monétaire, comme cela était coutume jusqu'à présent. L'objectif consiste à fournir aux entreprises exportatrices une plate-forme de comparaison et les aider à couvrir les risques ou démontrer les potentiels d'optimisation. Tous les risques liés à l'exportation ont fait l'objet de l'enquête: risque monétaire, risque conjoncturel, politique et interculturel, risque du ducroire et de la sécurité ainsi que le risque d'une sécurité juridique insuffisante.

La grande majorité des entreprises sondées sont des PME employant 10 à 250 personnes. Ont été interrogées uniquement des entreprises exportatrices qui produisent des marchandises d'investissement ou standard, qui sont actives dans les projets spécifiques aux clients ou dans le commerce ou qui vendent des prestations de services.

Ultérieures informations sous www.ti.bfh.ch/expoctrisiko_monitor

- Etude de pays Suisse
- Economic Insight
- PPT Conférence de presse
- Vous pouvez commander l'ensemble de l'étude ici (disponible à partir de fin mai)

Contacts média :

Euler Hermes Suisse

Annalisa Job

+ 41 44 283 65 14

annalisa.job@eulerhermes.com

Tel: +41 79 370 67 86

paul.ammann@bfh.ch

www.ti.bfh.ch/weiterbildung

Euler Hermes est le leader mondial des solutions d'assurance-crédit et un spécialiste reconnu dans les domaines du recouvrement et de la caution. Avec plus de 100 années d'expérience, Euler Hermes offre une gamme complète de services pour la gestion du poste clients. Son réseau international de surveillance permet d'analyser la stabilité financière de PME et de grands groupes actifs dans des marchés représentant 92% du PNB global. Basée à Paris, la société est présente dans plus de 50 pays avec plus de 6.000 employés. Membre du groupe Allianz, Euler Hermes est coté à NYSE Euronext Paris (ELE.PA). Le groupe est noté AA- par Standard & Poor's et Dagong Europe. La société a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 2,5 milliards d'euros en 2014 et garantissait pour 860 milliards d'euros de transactions commerciales dans le monde fin 2014. Plus d'information: www.eulerhermes.com, LinkedIn ou Twitter @eulerhermes.

Euler Hermes Suisse a plus de 50 collaborateurs répartis entre son siège principal, à Zurich, et ses sites de Lausanne et de Lugano. www.eulerhermes.ch

La **Haute école spécialisée bernoise** fournit des prestations adaptées à la formation et la formation continue, à la recherche et au développement appliqués ainsi qu'au transfert de connaissances technologiques. Elle met l'accent sur trois exigences: la qualité élevée pour pouvoir mettre à la disposition de l'économie des spécialistes et prestations qualifiés et novateurs. L'orientation internationale pour pouvoir offrir aux étudiants et aux enseignants les meilleures chances dans le monde globalisé de la formation et de l'économie. Des pensées et des actions interdisciplinaires pour répondre aux exigences élevées posées aux équipes hétérogènes dans le secteur de l'industrie et des sciences. La Haute école spécialisée bernoise BFH réunit six départements sous un même toit et propose 29 filières d'études bachelor, 21 d'études master ainsi que de nombreuses offres de formations continues.

Vous trouverez des informations supplémentaires sous: www.bfh.ch ou www.ti.bfh.ch

Réserve : Certains des énoncés contenus dans le présent document peuvent être de nature prospective et fondés sur les hypothèses et les points de vue actuels de la Direction de la Société. Ces énoncés impliquent des risques et des incertitudes, connus et inconnus, qui peuvent causer des écarts importants entre les résultats, les performances ou les événements qui y sont invoqués, explicitement ou implicitement, et les résultats, les performances ou les événements réels. Une déclaration peut être de nature prospective ou le caractère prospectif peut résulter du contexte de la déclaration. De plus, les déclarations de caractère prospectif se caractérisent par l'emploi de termes comme " peut ", " va ", " devrait ", " s'attend à ", " projette ", " envisage ", " anticipe ", " évalue ", " estime ", " prévoit ", " potentiel " ou " continue ", ou par l'emploi de termes similaires. Les résultats, performances ou événements prospectifs peuvent s'écarter sensiblement des résultats réels en raison, notamment (i) de la conjoncture économique générale, et en particulier de la conjoncture économique prévalant dans les principaux domaines d'activités du groupe Euler Hermes et sur les principaux marchés où il intervient, (ii) des performances des marchés financiers, y compris des marchés émergents, de leur volatilité, de leur liquidité et des crises de crédit, (iii) de la fréquence et de la gravité des sinistres assurés, (iv) du taux de conservation des affaires, (v) de l'importance des défauts de crédit, (vi) de l'évolution des taux d'intérêt, (vii) des taux de change, notamment du taux de change EUR/USD, (viii) de la concurrence, (ix) des changements de législations et de réglementations, y compris pour ce qui a trait à la convergence monétaire ou à l'Union Monétaire Européenne, (x) des changements intervenants dans les politiques des banques centrales et/ou des gouvernements étrangers, (xi) des effets des acquisitions et de leur intégration, (xii) des opérations de réorganisation et (xiii) des facteurs généraux ayant une incidence sur la concurrence, que ce soit au plan local, régional, national et/ou mondial. Beaucoup de ces facteurs seraient d'autant plus susceptibles de survenir, éventuellement de manière accrue, en cas d'actions terroristes. La société n'est pas obligée de mettre à jour les informations prospectives contenues dans le présent document.